

3
mars 2006

femmes en luttes

FORUM FÉMINISTE POUR UNE ALTERNATIVE POLITIQUE



LE FÉMINISME EST SUBVERSIF

il est un moyen de transformation de la société

La situation des femmes n'est pas seulement le reflet de ce qui ne va pas. La situation ne va pas parce que les femmes subissent régressions, inégalités et discriminations de toutes sortes :

- le gouvernement remet à dans 5 ans l'espoir d'égalité salariale
- le droit à l'avortement est visé par l'attaque contre le corps médical qui pratique l'IMG (interruption médicale de grossesse)
- le CPE (contrat première embauche) accentue la précarité au féminin et qui devient de l'esclavage.

En 2006, nous avons l'ambition de réussir, pour mettre en échec la droite et sa politique dévastatrice dans tous les domaines de notre vie. Nous avons besoin tout à la fois de mobilisations, de rassemblements populaires, de débats, sans tabou, pour construire sur un contenu capable de changer durablement notre vie et la société.

Éminisme

Commu

Si la dynamique de la campagne du référendum a permis de prendre la parole, de confronter nos points de vue, elle a permis aussi de se réappropriier la politique. Avec

les forums, les femmes doivent garder la parole pour participer à l'alternative politique au libéralisme et au patriarcat.

Le **Forum féministe, forum des femmes en lutte** que nous organisons, en étroite collaboration avec des associations, des syndicats, des partis de gauche, le **vendredi 3 mars**, de 19 h à 23 h à la Mutualité, participe de notre conception de permettre aux femmes de reprendre espoir, d'être co-actrices des changements, et d'en garder la maîtrise : les lois nécessaires sur l'égalité professionnelle, contre les violences, pour la parité ou les aides face à la précarité sont à élaborer ensemble.

Au moment où nous préparons notre congrès, il nous appartient de montrer davantage en quoi notre visée communiste est celle d'une société dans laquelle **toutes les dominations ou aliénations** sont supprimées.

Pour libérer la société du patriarcat et du capitalisme, il nous faut rendre visible à la fois les rapports de dominations des hommes sur les femmes et les rapports sociaux d'exploitations, de dimension sexuée de la précarité, du chômage, du travail à temps partiel imposé, des écarts de salaire...

Nos propositions alternatives pour l'égalité entre les sexes, pour les droits **réels** des femmes à disposer librement de leur corps et à choisir librement leur sexualité, contre la division sociale et sexuelle des tâches, contre le racisme, pour l'autonomie des femmes étrangères en France et l'accès à la citoyenneté, contre les violences faites aux femmes, contre les intégrismes religieux et les communautarismes, contre les politiques néolibérales, nécessitent que les militantes communistes féministes s'engagent résolument dans les débats citoyens et dans les travaux du 33^e congrès.

commission

Droits des femmes/féminisme

FÉVRIER 2006

Droit des femmes migrantes: une victoire possible grâce à un rassemblement large
Biennale de l'égalité femmes/hommes: une réussite saluée par toutes et tous

Page 2

Violences faites aux femmes
dépêche de l'AFP du 8 février 2006

Page 3

Signez la pétition: acheter du sexe n'est pas un sport

Page 4

Retour de Palestine: Laurence Cohen partage avec vous la richesse de son séjour politique

Page 5

Forum féministe, forum des femmes en lutte, vendredi 3 mars à la Mutualité

Page 6

Activité des parlementaires communistes
Intervention d'Annie David

Page 7

Tribune du Congrès, mars 2006

Page 8

Agenda

Page 9

Élisabeth Maugars

le chef de cabinet du ministre de l'Intérieur, dans un courrier du 16 janvier dernier, informe Laurence Cohen du résultat positif de son intervention, comme celui de nombreuses associations, auprès des services de l'Intérieur

En effet, Mme Djénébé SACKO, veuve KOITE, a obtenu le statut de réfugiée par décision du 12 octobre 2005. Elle a dorénavant une carte de résidente. Dans un bulletin antérieur, nous avons évoqué cette situation et avons demandé à toutes de se mobiliser. Nous sommes très heureuses aujourd'hui de cette décision favorable pour cette femme et ses enfants.

Toute la commission nationale *Droits des femmes/féminisme* du PCF se félicite de cette victoire. Nous resterons bien évidemment vigilante à l'application de cette décision et à la situation des femmes migrantes dans notre pays.

Cécile Jacquet

la première biennale de l'égalité femmes/hommes fait événement

Le Conseil régional de Bretagne a pris l'initiative politique d'organiser la *Première biennale de l'égalité femmes/hommes en Bretagne* les 3 et 4 février derniers à Brest.

Une première pour s'adresser au grand public sur une question rarement débattue à cette échelle, pour rassembler tous ceux qui au quotidien agissent pour l'égalité en Bretagne. Une première expérience de démocratie participative visant à construire des propositions alternatives pour passer de l'égalité de droit à l'égalité de fait.

Pari tenu, puisque la Biennale a fait événement. Avec la participation de plus de 900 scolaires (des écoles primaires, collèges, lycées, et universités), ainsi que les personnels éducatifs, c'est la première fois qu'une telle initiative s'adresse en nombre aux jeunes.

Les ateliers de formation destinés aux professionnels de la formation, aux entreprises et aux élus et agents des collectivités territoriales ont accueilli plus de 150 participants. Les différents débats organisés sur des thèmes aussi variés et parfois difficiles que les violences faites aux femmes, l'égalité dans l'entreprise, la parité dans la vie citoyenne... ont fait salle comble. Pendant les deux jours, ce sont plus de 1 500 personnes qui se sont déplacées à Brest pour participer à cette manifestation.

L'idée que l'égalité femmes/hommes concerne chacun d'entre nous avance. La soirée culturelle de soli-

darité internationale a réuni plus de 200 personnes autour de l'idée d'une Bretagne ouverte sur l'Europe et le monde développant des coopérations avec les femmes de la planète.

Ce succès est aussi le résultat d'une démarche politique engagée avec plus de 50 partenaires, visant à rapprocher les citoyen-nes des décisions politiques. Pendant plus de six mois, le programme et les contenus de cette biennale ont été élaborés en construction commune avec des associations, des entreprises, des services de l'État, des universitaires, des syndicalistes...

Enfin, plusieurs engagements ont été pris et votés dans le cadre du budget régional 2006 : mise en œuvre d'une conditionnalité et d'une évaluation des aides accordées aux entreprises visant à la mise en œuvre dans ces entreprises des plans d'égalité femmes/hommes, de l'égalité de salaires, de l'amélioration des conditions de travail, de l'élévation des qualifications des salarié-es...

Autre priorité de la Région, la lutte contre les violences faites aux femmes par la réalisation d'une enquête qualitative pour rendre visible ce fléau et lever le tabou dans notre région.

Sans attendre, une politique de prévention sous forme d'éducation à l'égalité est engagée, auprès des jeunes lycéen-nes, des professionnel-les de la formation et des bénévoles associatifs.

Gaëlle Abily

violences faites aux femmes

PARIS, 8 février 2006 (AFP)

Les violences contre les femmes en France, où l'une d'entre elles meurt sous les coups de son partenaire tous les quatre jours, sont "une affaire d'État", estime *Amnesty international*, dénonçant dans un rapport à paraître mercredi "un des plus grands scandales en matière de droits humains".

Dans ce document, le premier du genre consacré à ce fléau en France, *Amnesty* cite des chiffres "accablants" – près d'une femme sur dix est victime de violences en France (enquête nationale 2003) –, critique la "timidité" de la justice, regrette la "mauvaise connaissance des droits des victimes" ainsi que l'absence d'une "véritable prévention" et de formation adéquate de policiers, magistrats, travailleurs sociaux ou médecins. "Considérées par beaucoup comme une affaire privée qui ne relève que de l'intime, les violences faites aux femmes sont pour *Amnesty* une affaire d'État", écrit l'organisation, qui dénonce "une société alimentée par un système culturel, social, économique, discriminatoire". Le rapport fait un état des lieux "non pas de la violence elle-même" – au sein du couple (physique ou psychologique), traite des femmes pour la prostitution, mutilations sexuelles et mariages forcés – "mais de la réponse des autorités à ces violences". "Toutes ces violences ont pour point commun d'être fondées sur une discrimination de genre [...]. Cette violence spécifique s'exerce sur les femmes avant tout parce qu'elles sont femmes", selon la présidente d'*Amnesty* France, Geneviève Sevrin. *Amnesty* insiste sur "l'enfer" des victimes de violences intra-conjugales, qui, après avoir osé "briser le silence", font l'objet de "représailles économiques" de leur conjoint. Ces femmes "ne doivent plus se trouver face à l'incompréhension et à l'indifférence".

Tout en déplorant "l'insuffisance" des capacités d'hébergement des victimes dans des "lieux sécurisés", *Amnesty* souligne la nécessité de sanctionner les auteurs de violences, citant notamment les difficultés multiples auxquelles sont confrontées les victimes étrangères en situation irrégulière. Début février, *Amnesty* a demandé au Premier ministre, Dominique de Villepin, d'adopter "une politique ambitieuse en la matière", rappelant que le "droit international oblige les États à sanctionner les auteurs, mais aussi à agir pour prévenir ces violences et garantir une réparation adéquate pour les victimes.

L'organisation réclame "un traitement judiciaire des victimes ainsi qu'un accompagnement social efficace", une "coordination et une politique volontariste" ainsi qu'une "sensibilisation et une vraie campagne d'information soutenue par l'État".

Amnesty dénonce également la situation des femmes en France, "victimes de traite à des fins de prostitution", originaires des pays de l'Est, des Balkans, d'Afrique du nord, d'Afrique subsaharienne et d'Asie.

Ces femmes, estimées à 14 000 selon *Amnesty*, "vendues une première fois, parfois même plusieurs fois, seront à force de violences, d'humiliations quotidiennes, de privation de liberté et de menaces, contraintes à ce prostituer".

Amnesty recommande au gouvernement "de mettre en œuvre une stratégie globale de lutte contre la traite des êtres humains centrée sur la protection des victimes", appelant la France "à signer, ratifier la Convention européenne sur la lutte contre la traite des êtres humains".

PÉTITION À SIGNER

le PCF est signataire de ce texte

Acheter du sexe n'est pas un sport.

Dites non à la prostitution des femmes pendant la Coupe du monde de football en 2006 !

Du 9 juin au 9 juillet 2006, 12 villes allemandes accueilleront la Coupe du monde de football. 36 millions de spectateurs environ – majoritairement des hommes – sont attendus ; et l'on estime à 40 000 le nombre de femmes “importées” d'Europe centrale et de l'Est vers l'Allemagne pour les “servir sexuellement”. L'Allemagne a légalisé le proxénétisme et l'industrie du sexe en 2002. Pourtant, les quartiers réservés ne pourront contenir les milliers de touristes sportifs/sexuels prévus. En prévision de cet afflux, l'industrie du sexe allemande a érigé un gigantesque complexe prostitutionnel en prévision du “boom commercial” durant la Coupe du monde.

“Le football et le sexe vont de pair”, déclare l'avocat du nouveau méga-bordel de 3000 m2, pouvant accueillir 650 clients masculins, construit à côté du principal stade de la Coupe du monde à Berlin. Sur des zones clôturées de la taille d'un terrain de football, on a construit des “cabanes du sexe” ressemblant à des toilettes, appelées “cabines de prestation”. Capotes, douches et parking sont à la disposition des acheteurs avec un souci particulier de protéger leur “anonymat”.

Nous, personnes individuelles et organisations concernées, déclarons que : acheter du sexe n'est pas un sport. C'est une exploitation sexuelle qui porte physiquement et psychologiquement atteinte aux femmes, et qui considère leur corps comme une marchandise pouvant être achetée et vendue. Traiter le corps des femmes comme une marchandise viole les standards internationaux du sport qui promeuvent l'égalité, le respect mutuel et la non discrimination. Le président de la FIFA, J.F. Blatt, reconnaît “le rôle prépondérant du sport, et notamment du football comme porteur de messages clairs contre les fléaux qui rongent la société du monde entier”. Comment la Coupe du monde de football contribuera-t-elle à éradiquer le fléau de la traite et de l'exploitation sexuelle ? Les hommes d'honneur n'achètent pas du sexe, car ils respectent la dignité et l'intégrité de l'être humain. Non à l'organisation de la prostitution durant la coupe du monde de football !

Nous, signataires de cette déclaration, demandons que les 32 pays participant à la Coupe du monde de football, qui ont ratifié les Conventions et/ou Protocoles contre la prostitution et la traite, s'opposent à la promotion de la prostitution par l'Allemagne, et dissocient publiquement leur équipe de l'industrie de la prostitution. Les membres des équipes de football rendent publique leur opposition à l'exploitation sexuelle des femmes. Le Comité de la FIFA et son président remplissent leur devoirs de responsabilité sociale, en s'opposant au lien établi entre le football et le commerce du sexe. Nous leur demandons de protester contre l'exploitation sexuelle des femmes, auprès du gouvernement allemand et de sa chancelière Angela Merkel, auprès de la Fédération allemande de football et de son président Gerhard Mayer-Vorfelder. Le gouvernement allemand et sa chancelière Angela Merkel, et la Fédération allemande de football et son président Gerhard Mayer-Vorfelder arrêtent la traite des femmes aux fins de prostitution, en décourageant la demande qui favorise la prostitution. Les personnes individuelles et organisations concernées se joignent à cette action en signant cette déclaration de protestation contre la promotion publique de la traite et de la prostitution des femmes.

Pour signer : <http://catwepetition.ouvaton.org>

retour de délégation en Palestine

On ne revient pas indemne d'un voyage en Palestine. D'abord, parce qu'on est frappé par la dureté de l'occupation : mur de la honte qui parque des êtres humains et mutile le paysage, colonies en pleine expansion, très jeunes militaires israéliens qui font du zèle aux check points.

Près de 900 observateurs internationaux ont été dépêchés pour s'assurer du bon déroulement des élections palestiniennes, mais peu de voix se sont élevées contre les violations du droit international commises par le gouvernement israélien. Beaucoup de lâcheté de la part des communautés internationale et européenne.

Deux journalistes de *l'Humanité*, Pierre Barbancey et Françoise Germain-Robin, ont su donner le climat politique qui règne dans cette partie du monde.

Jean-Claude Lefort, Daniel Voguet (avocat de Marwan Barghouti) et moi-même revenons d'une terre sinistrée, d'un pays en souffrance. Notre délégation a rencontré, vu, partagé, analysé une situation qui n'a que trop duré et dont les responsabilités internationales sont immenses.

Nous sommes allés à Ramallah, Bétleem, Jéricho, et Hébron, depuis Jérusalem-Est, lieu de notre séjour.

Nous avons rencontré plusieurs membres du gouvernement de l'autorité palestinienne, toutes et tous manifestaient une certaine inquiétude quant à la situation politique, mais se réjouissaient du maintien des élections législatives malgré les mauvaises conditions de leur déroulement à cause de l'attitude de l'armée israélienne.

Nous avons également rencontré des candidats ou leurs proches collaborateurs. Je pense notamment à Fadwa Khader, candidate à Jérusalem, qui avait toutes les peines du monde à mener campagne du fait de l'attitude des autorités israéliennes, arrêtant les militants qui collaient des affiches ou distribuaient des tracts. Fadwa, dont j'avais fait connaissance au congrès du PGE, est une femme extraordinaire de courage et de pugnacité. Nous avons également eu des contacts très fructueux avec une association de femmes pour une paix juste par l'intermédiaire de deux militantes très engagées : Lin Chalozin, Dovrat et Klulood Badawi.

À cette liste, il faudrait rajouter beaucoup d'autres rencontres au gré de nos déambulations.

Aucun d'entre elles et eux ne s'attendaient à cette déferlante du Hamas. En France, avions-nous vu le 21 avril ?

Quelques enseignements sur le vif

- Le vote pour le Hamas est un vote de rejet (colonisation, mur, impuissance et corruption du Fatah) plus qu'un vote d'adhésion. Ce n'est pas le moment de détourner les yeux en prétextant qu'on ne peut

négocier avec le Hamas. Les Palestiniens comme les Israéliens ont besoin d'une intervention politique de la communauté internationale pour mettre fin à ce tête à tête meurtrier entre deux peuples frères.

Ne pas laisser les palestiniens isolés, car le désespoir est profond dans la population, même si beaucoup de vitalité se manifeste (à Ramallah, nombreux chantiers pour reconstruire ce que l'armée israélienne a détruit)

- Toutes les rencontres avec des femmes militantes, qu'elles soient ministres ou pas, ont révélé une grande implication de leur part pour obtenir l'égalité femmes/hommes, leur attachement au principe de laïcité, leur inquiétude face à la montée des intégrismes. Préoccupées par les futurs résultats du Hamas (qu'elles ne voyaient pas majoritaires !), elles s'appuyaient sur les mesures prises par le président Mahmoud Abbas pour garantir leurs droits.

Lors de ces élections, ce sont 77 femmes qui se présentaient, tandis qu'en 1996 il y en avait 27.

Elles ont toutes souligné les conséquences que fait peser l'occupation sur la situation des femmes dans la société palestinienne. Leurs combats sont très importants et doivent bénéficier de tout notre soutien.

Des propositions à mettre en débat

1. Faire tomber les murs : redonner souffle et ambition à cette campagne pour faire monter la révolte face à la construction du mur de la honte.
2. Programmer, après les élections israéliennes, avec le PGE et le groupe GUE, de grands meetings de solidarité et de luttes en France et en Europe afin de contribuer à la paix dans cette partie du monde. Prévoir une partie artistique avec des artistes engagés israéliens, palestiniens...
3. Comment gagner l'opinion publique aux problèmes des prisonniers politiques qui connaissent les geôles israéliennes alors qu'ils ne sont encore que des enfants ? Ne peut-on prévoir des auditions au CN, aux Parlements national et européen, au Sénat ?
4. Fête de l'Huma : débat avec des femmes palestiniennes et israéliennes impliquées sur les questions de la paix, y compris pour analyser ensemble après le vote majoritaire en faveur du Hamas, et quelques mois d'exercice du pouvoir, quelle est la situation des femmes palestiniennes ; un ou plusieurs débats pour bien brosser l'ensemble des données.
5. D'une manière plus continue dans le temps, rester mobilisés et vigilants face aux régressions que pourraient subir les femmes et initier des séries de rencontres de femmes israéliennes et palestiniennes sous forme de conférences, par exemple, en lien avec le PGE et le groupe GUE.

Laurence Cohen

LE 3 MARS

Forum de femmes en luttés, un Forum féministe

Parce que nous plaçons les questions d'égalité femmes/hommes au cœur de l'alternative politique, nous avons décidé d'ouvrir un espace de débat, de confrontations, le 3 mars prochain à la Mutualité.

Dans le cadre de notre campagne des forums, nous voulons donner la parole à toutes celles qui subissent des violences parce qu'elles sont femmes.

Nous voulons contribuer à organiser la riposte face à une droite qui met en place un projet de société particulièrement rétrograde, réactionnaire.

Nous voulons contribuer à construire des propositions alternatives pour gagner l'égalité dans les faits.

Cette initiative sera notre participation à la journée internationale des femmes permettant aux associations féministes, aux partis politiques de gauche de dépasser les constats et de mettre en débat ce qui peut changer véritablement la vie des femmes.

Ce moment doit être utile pour nos combats présents et futurs, il doit dégager des propositions de luttés immédiates mais également ouvrir vers une perspective de transformation sociale.

Au moment où tout est organisé pour diviser les féministes, pour amoindrir leur combat, donc pour faire reculer l'émancipation des femmes, nous voulons que la Mutualité soit le théâtre d'un vaste rassemblement pour bousculer la donne et commencer à écrire un projet de société au féminin.

Que le 3 mars conjugue lutte contre l'exploitation capitaliste et contre le patriarcat, afin de faire avancer la société toute entière, c'est l'affaire de chaque militante et militant.

L'autonomie, l'émancipation et l'égalité ont été retenues comme exigences pour gagner une réelle égalité et ne pas en rester à une égalité formelle.

La soirée sera centrée sur deux thèmes:

1. autonomie économique : précarité, inégalité salariale, discriminations au travail, harcèlement
2. violences faites aux femmes : mariages forcés, viols, image des femmes dans les médias et la publicité.

Nous ne souhaitons pas faire un catalogue de constats que nous connaissons toutes et tous par cœur. Nous voulons que s'expriment des luttés, des résistances, des propositions.

Chaque thème sera introduit par des comédiens dans le cadre d'un Forum théâtre et la parole circulera librement dans la salle.

Les partis politiques seront invités à intervenir et à mettre en débat leurs propositions alternatives.

Cette initiative réfléchie avec de nombreuses associations féministes est le fruit d'un travail collectif qui débouchera, à n'en pas douter, sur d'autres rendez-vous.

Mais, en attendant, il faut mobiliser des centaines de femmes dans une période de conférences de section !

Alors, utilisons sans limite la lettre aux militantes et le tract qui sera disponible à partir du mardi 21 février dans les fédérations.

Pour un 3 mars de luttés

Pour un 3 mars festif

Pour un 3 mars d'espoir

Laurence Cohen

“le féminisme n’a jamais tué personne le machisme tue tous les jours”

Benoîte Groult, écrivaine canadienne

Après l’Assemblée nationale, le Sénat a examiné en seconde lecture la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple. Si le texte a été adopté à l’unanimité au regard des quelques avancées qu’il permet, le groupe communiste républicain et citoyen a néanmoins émis quelques réserves.

En effet, rappelons que ce texte est issu d’une proposition de loi que nous, parlementaires communistes, avons déposée, proposition qui reposait en grande partie sur la prévention, l’éloignement du conjoint violent et l’aide financière accordée à la victime.

Aussi, dans le cadre de ce débat de deuxième lecture, nous avons formulé de nombreux amendements, notamment en privilégiant une approche éducative en direction des jeunes et en misant ainsi sur le futur, l’objectif principal étant, bien évidemment, de couper l’herbe à la racine, de prévenir ces actes de violences, mais aussi des amendements qui visaient à instaurer un dispositif financier pour venir en aide à une femme victime de violences conjugales et ne disposant pas de ressources propres, ou encore qui stipulait la mise en place d’un plan national d’action pour la période 2006-2009 contre la violence à l’égard des femmes...

L’école me semble être le lieu d’apprentissage le plus pertinent pour inculquer à nos enfants le respect mutuel. En la matière, l’école maternelle peut aussi jouer un rôle clé en permettant de briser le tabou et de casser les stéréotypes. Encore aujourd’hui, les garçons, comme les filles, sont enfermés dans des représentations très stéréotypées de leurs rôles et ont souvent une idée préconçue de leur place dans une société qui reste globalement machiste, il faut bien l’admettre. En démontre les commentaires sexistes qui ont suivi l’annonce de la candidature possible de Ségolène Royal en vue des élections présidentielles ou les propos déplacés du ministre délégué à la recherche François Goulard sur la nomination de femmes au sein des instances de direction de la recherche française...

Il va de soi que cet apprentissage doit être dispensé par des enseignants formés eux-mêmes aux méfaits des discriminations sexistes. C’est pour cette raison que nous proposons que des modules spécifiques en IUFM soient prévus.

Bien sûr, punir sévèrement est nécessaire, mais la justice et les structures d’accueil n’entrent en jeu que lorsque le mal est fait et notre droit, notamment notre code de procédure pénale, n’est pas dépourvu de sanctions et de mesures permettant de lutter contre les violences au sein du couple.

Mais nos amendements, comme en première lecture, ont été rejetés !

Au final, nous avons un texte qui accentue la pénalisation du comportement violent du conjoint, alors qu’elle ne peut être la seule réponse à apporter face à une violence qui découle, plus ou moins directement, d’une conception patriarcale de la société !

Par ailleurs, le texte voté opère un véritable glissement vers les mariages forcés et les mutilations sexuelles subies pas des mineures. Son intitulé lui-même a d’ailleurs été modifié pour devenir la “proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs”.

Si l’on peut se féliciter de l’adoption par les deux assemblées du relèvement de l’âge légal du mariage à dix-huit ans pour les filles (nous avons d’ailleurs déposé une PPL à ce sujet !) et des dispositions relatives à la lutte contre les mutilations sexuelles, on peut s’interroger néanmoins sur l’opportunité de les avoir introduites dans un texte sur les violences conjugales. Ces articles risquent de renforcer la suspicion, déjà grande, qui existe à l’encontre des mariages mixtes, et de stigmatiser une partie de nos concitoyens. Il ne faut bien évidemment pas minimiser tant les mariages forcés que les pratiques inhumaines et non respectueuses de l’intégrité des enfants mais ces pratiques auraient méritées de faire l’objet de propositions de lois particulières, nous semble-t-il... Notre message envers les femmes victimes de violences conjugales est-il toujours aussi clair ? Je n’en suis pas sûre...

En dépit de ces quelques réserves, nous nous sommes toutefois félicités de certaines avancées notables et réjouis de l’adoption de l’amendement qui supprime la médiation. En effet, notre position sur la médiation pénale est très claire : elle ne nous semble pas du tout adaptée aux cas de violences commises au sein du couple.

Pour finir, j’aimerais dire qu’aucune loi, malheureusement, ne pourra à elle seule résoudre les problèmes posés par l’oppression sociale des femmes et, encore moins, en finir avec elle, si elle ne prend pas plus en compte la prévention nécessaire pour un véritable changement de comportement dans notre société. Mais ce texte a au moins le mérite de constituer une arme dissuasive contre ce fléau humain, ce déni de droits ! Il s’agit là d’un message fort adressé à l’encontre des hommes auteurs de violences et d’une aide à l’usage des femmes qui, dans de nombreux cas, subissent ces violences en silence.

Annie David, le 6 février 2006

Florence Blanchon, membre du Conseil national

Comment faire vivre et développer la parité hommes/femmes au sein du PCF ? (extraits)

Nous communistes nous ne sommes pas différents du reste de la société. Si on veut être avec les gens et faire avec eux, il faut se sentir comme eux. Et comme eux la plupart des communistes le sont. Pourquoi ? Parce que nous vivons les mêmes choses, et parce que nous faisons le même travail. Nous comprenons la vie difficile, et si demain par bonheur nous vivons mieux car nous avons un salaire plus élevé, nous n'oublions pas d'où nous sommes venu-e-s. Sauf que nous sommes conscients de la lobotomisation du petit écran qui atteint un grand nombre d'entre nous, communistes ou pas. N'oublions pas que nous avons toujours vécu dans une société libérale.

Toutes les propositions de la commission nationale du PCF concernant la loi sur la parité, j'adhère, il faut le faire. Nous avancerons à petits pas, mais nous avancerons quand même. C'est comme croire que le peuple peut prendre en main son avenir, il faut y croire, sinon on ne croit en plus rien. Mais là en ce qui concerne la parole des femmes, il y aura du chemin à faire. Pourquoi ?

Car il y a des lieux de pouvoirs. La politique : la structure est telle que les femmes ne sont pas un danger pour les hommes qui veulent garder le pouvoir. Je suis conseillère municipale. Nous avons fait la parité dans notre groupe et déjà les anciens s'en mordent les doigts. En effet sur 6 élus-e communistes, 3 femmes. Pourquoi se sont-elles éloignées du groupe ?

D'abord, elles ont compris qu'au sein de la majorité socialiste elles se battaient contre des moulins. Une adjointe communiste de l'environnement sans budget, c'est dur à avaler. Mais on continue quand même. Et puis on essaie de s'imposer pas pour imposer parce qu'on est une femme, mais pour proposer des trucs qui nous tiennent à cœur : pour ma part, c'était Bourse solidarité vacances au CCAS – refusé – le secours populaire s'en chargeait – dernièrement un débat sur la laïcité que j'avais monté avec la FOL – trop cher – etc. Mais ne nous laissons pas intimider... continuons. Au Parti, je dis que les conseils départementaux ont changé depuis qu'il y avait des femmes. Certes, mais cela ne veut pas dire que la mentalité a changé, le dernier CD m'a éreintée. Décidément les hommes communistes ne sont pas différents des autres. Pourquoi veulent-ils dominer toutes les situations ? Ils nous demandent (aux femmes) notre avis mais n'en tiennent pas compte (comme plus haut avec les socialistes). Au CD, j'ai entendu même que pendant la campagne du référendum contre le PCE nous avions "raconté" des choses fausses (comprendre arguments erronés au sujet de l'importance de l'église et du non droit à l'IVG etc.) Évidemment on écoute les femmes, mais quand j'ai proposé que les réunions se fassent le samedi après-midi et non le soir à 18h30 après le travail alors que la plupart d'entre nous ont des enfants à faire manger, à faire réciter les leçons, etc., on m'a répondu que je n'avais plus d'enfants ! que les miens étaient grands ! et que j'avais des problèmes avec les hommes ! Il vaut mieux en rire...

Voyez-vous, nous aurons du mal à faire admettre à ces messieurs l'égalité des droits, que ce soit au travail, dans les réunions, à la maison ou ailleurs. Ce sont des lieux où le

pouvoir s'exerce. Ils sont simplement complexés d'une infériorité qui date de Freud. Ils veulent s'imposer, ce que nous ne faisons pas (en grande partie) à part Sarkolène (diminutif de Ségolène Royal) qui sait le faire. Ils sont capables d'imposer leur théorie en pensant fermement qu'elle est la meilleure; peut-être parce qu'ils ont un peu plus que le féminin un esprit de construction, qu'ils ont appris à être concis et directs. Mais cela ne veut pas dire qu'ils ont raison ou qu'ils sont plus intelligents. Il faut aux hommes des lieux où ils exercent leur pouvoir; et c'est une partie de bras de fer parfois même avec les femmes qui sont dans la séduction et d'autres qui pratiquent le mimétisme pour résister et dominer.

La majorité des femmes baissent les bras. Elles ont compris qu'on les destine à des travaux manuels. Je continuerai d'être au Conseil départemental. Être une femme communiste, c'est s'insurger contre l'image de la femme qu'on nous propose, fragile, sexy et docile. Mais pourquoi désertent-elles aussi nos instances ? Pour les mêmes raisons. Tant que certains hommes communistes penseront qu'il n'y pas de différence entre l'homme et la femme, mais que seul le système capitalisme qui exclut les individus est la cause de tous ces maux, on n'avancera pas beaucoup.

Nos instances sont aussi des lieux de pouvoir. Les décisions se prennent sur les indécisions des femmes à leur insu. Résultat, elles ne se sentent plus concernées. Il est évident que nous devons aborder ce débat, partout dans nos structures. C'est essentiel.

Le ou la secrétaire fédéral-e sert de locomotive. Qu'il ou elle soit homme ou femme, il ou elle a pris la parité comme un objectif à atteindre. Or il faut plus qu'un objectif, il faut donner les moyens aux femmes de vivre deux vies. Elles se culpabilisent de rentrer tard et si l'enfant est malade pendant son absence c'est pire.

Quant à la complémentarité enrichissante d'Anne Mazet (pardon Anne sans agressivité aucune) quand on est complémentaire de quelqu'un c'est qu'on est en perte de son identité. Encore une fois le wagon se raccroche à la locomotive. Ce n'est pas la parité.

Donc, pour résumer mes paroles un peu en vrac : l'égalité en politique commence par le respect de l'égalité dans d'autres lieux, surtout domestique, à la maison, mais aussi dans nos réunions où il faut aider les femmes à parler, dire car elles ont l'habitude de se taire.

Je suis membre de *Femmes solidaires* et nous organisons des lieux de paroles. Combien de communistes hommes viennent à nos rencontres ? 2 au maximum.

Le 8 mars, nous organisons une rencontre débat où nous invitons les 10 femmes maires du département. Elles sont maires de petits villages moins de 500 habitants. Comptez sur nous pour inviter les ténors de la politique, les maires des trois villes les plus importantes du département Manosque, Digne et Forcalquier, trois hommes. Cherchez l'erreur...

Nous cherchons des intervenantes.

Nous paierons les frais de trains et d'hébergement.

3 mars

Forum féministe, Forum des femmes en luttés, à la Mutualité, de 19 h 30 à 22 h 30

6 mars

Discriminations et violences sexistes au travail, quatrième rencontre de l'observatoire départemental contre les violences envers les femmes de Seine-Saint-Denis, de 8 h30 à 18 heures

8 mars

Pour célébrer la Journée internationale des femmes, nous appelons, avec de nombreuses associations féministes et partis de gauche, à participer à la manifestation à Paris à partir de 18 heures

18 mars

Le Mouvement français pour le Planning Familial fête ses 50 ans à la Maison de la Mutualité à Paris de 9h30 à 18 heures

23-26 mars

33^e congrès, Le Bourget

Calendrier (deuxième passage de l'information car aucune réaction de nos amies lectrices)

Nous avons envisagé de faire un "calendrier féministe 2006".

Ce projet est reporté à l'année prochaine pour cause de délai de fabrication. Si des camarades sont disponibles pour contribuer à cette réalisation, elles sont les bienvenues.

Tee-shirts

Des **tee-shirts Égalité** sont à votre disposition à partir d'aujourd'hui.

Nous avons pris cette initiative pour deux raisons : rendre plus "visible", plus attractif notre engagement lors de manifestations publiques de tous types dans tous lieux et permettre à notre commission de dégager de l'argent pour le Parti.

Le coût est de 10 euros.

Vous pouvez les commander, par téléphone, auprès de Cécile Jacquet au 01 40 40 12 27

Nous en aurons en nombre lors du Forum du 3 mars prochain à la Mutualité.

8 mars

Dans toutes les fédérations, des initiatives se prennent autour de cette journée de luttés et de solidarité !

Informons bien sur toutes ces initiatives !

Invitons largement à participer !

Dans la fédération du 94, des ventes militantes de cartes postales avec fleurs sont prévues.

dans le cadre de l'activité de notre commission, nous alimentons en textes de réflexion deux autres sites que celui du Parti, vous pouvez les consulter.

PGE : www.european-left.org

FORUMS: www.forum-alternative.fr

si vous souhaitez que nous publions les vôtres, vous pouvez également nous les faire parvenir